

JOURNAL DE S^T-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.

Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péronok, maison Duxau, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies sont refusées.
Les abonnés de l'extérieur sont priés d'accompagner leurs lettres d'un mandat sur la poste ou d'un mandat sur un banquier de la dernière bande d'envoi du journal.

PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG
ANGLAISES ET AFFICHES : 10 cop. la ligne.
RÉCLAMES : 25 —
FAITS DIVERS : 75 —

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, tout de Poïssé, n° 16, glisse hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péronok, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; à H. LANGENITZ, bureau d'annonces à Riga; à H. LAECHLIN, ci-devant N. KIMMER, libraire à Kiew; à R. ULMAN et C^e, bureau de commissions à Ekaterinbourg; à K. F. BOUPKIEWITZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Champs-Élysées, 25; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C^e, 10, Cecil street; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (SAINT-PETERSBOURG.)	2 ^e r.	5 ^e r.	10 ^e r.	15 ^e r.
Intérieur	2 50	6 75	12 25	18 75
États de l'Union postale Allemande	2 50	7 12	12 25	18 75
Belgique, Suisse, Hollande et Italie	2 75	8 13	13 25	20 00
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	3 25	8 50	14 25	21 25
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	3 25	8 50	14 25	21 25
États-Unis d'Amérique	3 75	10 50	16 25	23 75

PRIX DU NUMÉRO : en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.; à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier.
Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser 12 mois.
Abonnements pour St-Petersbourg : au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, tout de Poïssé, n° 16; à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péronok, 15.
Abonnements pour l'extérieur : adresser les lettres au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, tout de Poïssé, n° 16; à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péronok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au-dessus.
Abonnements pour l'étranger : adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky péronok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 3 avril.

CIRCULAIRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, EN DATE DE ST-PETERSBOURG LE 1^{er} AVRIL 1873, N° 6.

Ordre du jour du ministre des affaires étrangères du 1^{er} avril 1873, n° 6.

NOMINATIONS : à un emploi de fonctionnaire de V^e classe, pour missions spéciales près le chancelier de l'Empire, le conseiller d'Etat et chambellan baron Vladimir de Frédricks; fonctionnaire de VI^e classe pour missions spéciales.

Le fonctionnaire de V^e classe au département du personnel et des affaires économiques, conseiller d'Etat actuel Pierre Kreder, passe en disponibilité au ministère, et est remplacé par le conseiller d'Etat Michel Nikonov, en disponibilité au ministère des affaires étrangères.

A l'emploi de consul à Salonique, le conseiller d'Etat Nicolas Yakoubovsky, consul à Bitoli.

L'assesseur de collège Victor Mazimov, troisième drogman à l'ambassade de Constantinople, est chargé d'exercer les fonctions de consul à Bitoli, et remplacé par l'assesseur de collège Jean Bétolterkovets, vice-consul à Toulitcha.

A l'emploi de vice-consul à Toulitcha, le conseiller honoraire Alexandre Vassilevsky, secrétaire du consulat général de Roustchouk.

Le secrétaire de gouvernement Jean Krylov, secrétaire et drogman du consulat de Janina, est chargé d'exercer les fonctions de secrétaire du consulat général de Roustchouk.

A des emplois de vice-consuls hors cadre : à Portland et Weimouth — M. Richard Nicolas Howard, sujet étranger; à Milford-Haven — M. Thomas Thompson Jackson, sujet étranger; à Great Yarmouth — M. Thomas Small, sujet étranger; et à Lowestoft — M. Benjamin Masterson Bradbeer, sujet étranger.

Par des arrêtés du sénat, dirigant du 22 février 1873, ont été promus par droit d'ancienneté :

Au rang de conseiller d'Etat, les conseillers de collège : Valérien Besobrazov, consul général à Tauris, avec ancienneté du 24 juillet 1872; Nicolas Hubbert, fonctionnaire de VI^e classe aux archives de l'Empire et aux archives principales de St-Petersbourg — du 1^{er} octobre; Nicolas Fonton, gentilhomme de la chambre et premier secrétaire d'ambassade à Paris, qui conserve sa dignité de cour — 10 novembre; Dmitry Lisovsky, en disponibilité au ministère des affaires étrangères — du 23 novembre.

Au rang de conseiller de collège, les conseillers de collège : Laurent Brosset et Pierre Litberg, fonctionnaires de VIII^e classe au département asiatique, avec ancienneté des 24 octobre et 16 novembre 1872; Michel Yakimovsky, secrétaire et drogman du consulat général de Corfou — 1^{er} janvier 1873.

Au rang de conseiller honoraire, le secrétaire de collège André Yemianinov, secrétaire et drogman du consulat de Trébizonde, avec ancienneté du 10 novembre 1872.

Au rang de secrétaire de collège, les secrétaires de gouvernement : Cyrille Varlamov, secrétaire et drogman du consulat d'Andrinople — avec ancienneté du 4 août 1872; Victor Shchegolev, secrétaire et drogman du consulat du Ghilan — 22 septembre; et Dmitry Kazaninov, faisant fonctions de secrétaire du consulat général de Tauris — 1^{er} novembre.

Au rang de secrétaire de gouvernement, l'enregistreur de collège Lucien Kolkhanovsky, jeune de langues à la légation de Téhéran, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1871.

CONFIRMATION dans le rang de secrétaire de collège : Michel Souvostov, employé surnuméraire au département asiatique, en vertu de son grade de bachelier de l'université impériale de St-Petersbourg, avec ancienneté du 4 janvier 1873, et Grégoire De-Volant, employé surnuméraire au même département en vertu de son grade de bachelier de l'université impériale de la Nouvelle-Russie, avec ancienneté du 24 janvier 1873.

Le lieutenant de vaisseau en retraite Pierre Rumine, vice-consul à Paris, passe au service civil avec le rang de secrétaire de gouvernement, qui correspond à son ancien grade d'enseigne de vaisseau.

conces d'un mois, pour la Russie, à l'assesseur de collège André Pétrov, second secrétaire de légation à Téhéran; de 29 jours, pour la Russie, au conseiller d'Etat actuel Alexandre Mosholine, consul général à Roustchouk, et au conseiller d'Etat prince Alexandre Troubetzkoy, consul général à Marseille; de 28 jours, pour la Russie, au conseiller honoraire Vladimir Venetkov, gentilhomme de la chambre, second secrétaire de légation à Stuttgart; pour la Russie et la Grèce, au secrétaire de collège Hippolyte Paschouk, secrétaire du consulat de Jassy.

RELÈVÉS sa demande de ses fonctions de vice-consul hors cadre à Milford-Haven, M. Thomas Roberts, sujet étranger.

Par un ukase du 19 mars 1873, adressé au chapitre des ordres, S. M. l'Empereur a daigné conférer l'ordre de St-Stanislas de la 3^e classe à M. Laurent Brödtkorf, vice-consul hors cadre à Wadso.

S. M. l'Empereur a daigné accorder aux fonctionnaires dont les noms suivent l'autorisation d'accepter et de porter les décorations étrangères ci-dessous :

L'ordre du Lion et du Soleil de Perse de la 2^e classe avec étoile au conseiller d'Etat en disponibilité au ministère des affaires étrangères prince Léon Ouroussov, en fonctions de maître de la cour de S. A. I. le grand-duc Michel Nicolaïevitch, et au conseiller de collège prince Vladimir Ouroussov, premier secrétaire de légation à Téhéran (17 mars 1873).

La croix de commandeur de l'ordre de Charles III avec étoile, d'Espagne, au conseiller d'Etat actuel Robert Fehleisen, consul général à Cadix (24 mars 1873).

La croix de commandeur de l'ordre de la maison grand-ducale d'Oldenbourg, au conseiller d'Etat en disponibilité au ministère des affaires étrangères prince Léon Ouroussov, en fonctions de maître de la cour de S. A. I. le grand-duc Michel Nicolaïevitch (27 mars 1873).

La croix de commandeur de l'ordre de la Couronne, d'Italie, au conseiller de collège Nicolas Glinka, premier secrétaire de légation à Berne (31 mars 1873).

Par un ukase impérial du 30 mars adressé au sénat dirigeant, le lieutenant-général Tré-pov, grand-maître de police de St-Petersbourg, est nommé préfet de la ville et banlieue de St-Petersbourg, en conservant sa dignité d'aide de camp général.

Par un ukase de la même date le conseiller privé Loukovsky, vice-gouverneur de St-Petersbourg, est nommé gouverneur du gouvernement, dont la ville de St-Petersbourg est désormais distraite. (Gazette du Sénat.)

ARMÉE DE TERRE. Nominations à l'emploi d'adjudant du préfet de St-Petersbourg, le général-major Koulov, aide du grand-maître de police de St-Petersbourg, qui reste de la suite de S. M. l'Empereur.

Admission à la retraite pour cause de maladie avec pension et droit de porter l'uniforme, le général-major à la suite de l'infanterie de l'armée Poutyrevsky, des troupes de dépôt, détaché à l'état-major des troupes sédentaires de la circonscription militaire de St-Petersbourg. (Ordre du jour imp. du 2 avril.)

MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR. Promotions en récompense de services distingués au rang de conseiller d'Etat actuel, les conseillers d'Etat : Eichenwald, docteur en médecine, ci-devant médecin de S. A. I. la grande-duchesse Hélène Pavlovna, Freimann, ci-devant secrétaire des commandements de Son Altesse Impériale et Tchertoréov, ci-devant, médecin de sa maison. (Ordre du jour imp. du 27 mars.)

SOCIÉTÉ IMPÉRIALE PHILANTHROPIQUE. Nominations à des emplois de membres effectifs du conseil de la Société impériale philanthropique, le conseiller privé Zamiatine, membre du conseil de l'Empire, le lieutenant-général Issakov, aide de camp général, directeur général des écoles militaires, et le conseiller privé Moritz, secrétaire des commandements de S. M. l'Impératrice, qui conservent leurs fonctions et dignités actuelles. (Ukase imp. du 29 mars.) (Gazette du Sénat.)

JUSTICES DE PAIX. Par des arrêtés des 12 et 20 février, le sénat dirigeant a confirmé en qualité de juges de paix honoraires : dans le gouvernement de St-Petersbourg, pour le district de Novaya Ladoga, le vice-amiral Paul de Möller et le général-major comte Georges Igoustrin, et pour celui de Louga — le général d'infanterie Boris Glinka-Maurine; dans le gouvernement de Kalouga, pour le district de Koelsk, le conseiller privé prince Dmitry Obolevsky; dans le gouvernement de Simbirsk, pour le district de Kourskov, le général-major Nicolas Silvestrov; dans le gouvernement de Saratov, pour le district de Serdolsk, le général-major Nicolas Diakonov; dans le gouvernement de Viatka, pour le district d'Ouzoum, le général-major Nicolas Mossolov.

Par un arrêté du 12 février, le sénat dirigeant a confirmé en qualité de juges de paix de canton : dans le gouvernement de Samara, pour le district de Bouzoulouk, le général-major Eugène Lazarev, qui est relevé de ses fonctions de juge de paix honoraire.

Par un arrêté de la même date, le général-major Nicolas Mazaraki a été relevé sur sa demande de ses fonctions de juge de paix honoraire dans le gouvernement de Catherine-slaw pour le district d'Alexandrovsk. (Idem.)

Le Bulletin des lois publie le règlement et les tableaux du personnel de la préfecture de la ville et banlieue (Городовое и уездное) de St-Petersbourg et de l'administration sanitaire attachée à cette préfecture, sanctionnés par S. M. l'Empereur le 20 mars 1873.

En vertu de ces nouvelles dispositions, l'administration et la police dans la ville de St-Petersbourg seront confiées aux soins d'un préfet nommé directement par S. M. l'Empereur et investi, dans le rayon de la capitale, des mêmes attributions que les gouverneurs. En qualité de chef supérieur de la police, ce fonctionnaire sera muni d'instructions convenues dans ce but entre le ministre de l'Intérieur et

le chef des gendarmes. Au préfet seront attachés un adjoint chargé de le remplacer pendant ses absences, un conseil consultatif et une chancellerie. Le conseil, placé sous la présidence de l'adjoint du préfet, se composera du gérant de la chancellerie, de son adjoint, d'un employé pour missions spéciales pour les affaires judiciaires et d'un maître de police désigné par le préfet.

Le préfet sera autorisé à confirmer ou à casser les décisions du conseil, à l'exception des affaires concernant la mise sous jugement, qui seront décidées par ce conseil à la majorité des voix.

L'administration du gouvernement de St-Petersbourg, à l'exception des modifications susmentionnées établies pour la capitale, sera conservée sur les bases fixées par le règlement sur l'administration des provinces. Les postes de grand-maître de police et de son adjoint sont supprimés ainsi que sa chancellerie. (Bulletin des lois.)

TELEGRAPHES. Un service de dépêches pour la correspondance internationale est organisé à Skopin, gouvernement de Riazan.

Un service de dépêches pour la correspondance intérieure est organisé à la station récemment ouverte du chemin de fer de la Baltique à Mérékul près de Narva. (Messager officiel.)

PARTIE NON OFFICIELLE.

S. M. l'Empereur a reçu en audience dimanche passé, 1^{er} avril, M. le général-major Tchertkovsky, chef de l'état-major de la circonscription militaire de Kiew. (Messager officiel.)

Nous trouvons dans le Messager officiel les détails suivants sur le voyage de S. A. I. M^{re} le grand-duc Nicolas Constantinovitch à travers les steppes kirghizes :

Le 25 février Son Altesse Impériale arrivait à la station de Tokan (district d'Iletsk, province de Toulga), où l'attendaient les Kirghizes du bailliage d'Aral-Tubinsk, ainsi que leur tête d'administration du bailliage, Bekibat Boutchébatov. M^{re} le grand-duc questionna Boutchébatov sur l'époque où il avait été décoré des médailles d'or et d'argent qu'il porte, sur la durée de son service en qualité d'administrateur de bailliage et sur le nombre de tentes et de bêtes de bétail de ce bailliage.

Son Altesse Impériale souleva ensuite avec les Kirghizes une bonne santé et le désir de les revoir à son retour. Boutchébatov répondit que les Kirghizes adressent constamment au ciel leurs prières pour la santé et le bonheur de l'auguste famille de leur Souverain, et qu'ils allaient prier pour l'honneur et le retour de Son Altesse Impériale. M^{re} le grand-duc s'informa ensuite auprès du commandant du district de tous les détails de la situation économique des Kirghizes.

A la station de Sarkansky, M^{re} le grand-duc fut reçu par les Kirghizes du bailliage d'Oussouk-Karinsk, ayant à leur tête l'administrateur, Bikmouza Sandebekov, et le juge Samet Tonganassov, auxquels le grand-duc accorda une audience. En prenant congé d'eux, Son Altesse Impériale leur dit qu'à son retour il tâcherait d'étudier plus en détail les conditions d'existence et les mœurs des Kirghizes, à qui Sandebekov répondit que désormais, parmi les prières les plus ferventes qu'il adresserait à Dieu, sera la prière pour le prompt et heureux retour de Son Altesse Impériale.

Après cette audience M^{re} le grand-duc interrogea le commandant du district d'Iletsk sur les chants populaires des Kirghizes et sur leur musique nationale. Le commandant du district ayant répondu que le seul instrument de musique des Kirghizes est une espèce de luth primitif appelé dombra, M^{re} le grand-duc exprima le désir de voir un de ces luths et d'entendre des chants avec accompagnement de cet instrument. Un des Kirghizes, Saimeit Djoulbarsov, improvisa alors deux chansons qui avaient pour sujet la visite de Son Altesse Impériale et des souhaits pour son heureux voyage.

A la station de Tchoulak-Kairaktinsk M^{re} le grand-duc examina en détail une tente kirghize établie pour servir d'abri aux voyageurs. A celle de Syrdinsk, Son Altesse Impériale s'entretenait gracieusement avec M. Sinit-sine, un négociant qui se rendait à Moscou, venant de Khodjent, où il possède une fabrique de soie.

Le 27 février, à 7 1/2 heures du soir, Son Altesse Impériale arriva à la ville d'Irgiz, dont les rues étaient pavées et illuminées. M^{re} le grand-duc descendit chez le commandant du district et donna immédiatement audience aux notables kirghizes venus pour saluer l'auguste voyageur. Son Altesse Impériale visita ensuite la forteresse et la ville.

A la station de Katyi-Konisk M^{re} le grand-duc fut accompagné par des notables kirghizes et voulut bien accepter un déjeuner préparé par leurs soins. Pour arriver à cette station Son Altesse Impériale dut quitter sa voiture de voyage, par la raison que la steppe était couverte d'une épaisse couche de neige. Il fallut remplacer la voiture par le traineau découvert du commandant du district, qui fut l'honneur d'accompagner Son Altesse Impériale. Le 2 mars M^{re} le grand-duc arrivait à la limite du district de Kazalinsk.

Le Messager officiel annonce que l'assemblée du zemstvo du district de Sosnitsk (gouvernement de Tchernigov) a résolu dans sa dernière session d'ouvrir 14 nouvelles écoles primaires, et que l'assemblée de Nolsk (gouvernement de Viatka) a alloué une somme de 3,025 r. au profit de l'instruction publique.

Le Journal de Varsovie constate un fait assez nouveau et significatif dans la vie intellectuelle et littéraire de Varsovie, la traduction ou polonaise de plusieurs pièces d'auteurs dramatiques russes. Les auteurs choisis sont MM. Ostrovsky, Tourguéniev, Soukhovo-Kobyline, Alexandrov et le comte Solhoubov.

Jusqu'à ce jour il n'existait en fait de traductions de pièces russes en polonaise que la Gorgé et Ouma de Griboudov et le Réviseur de Gogol.

Nous avons déjà eu l'occasion de mentionner, d'après les journaux russes, le zèle du prédicateur israélite M. Dainow, qui parcourt la Russie pour convaincre ses coreligionnaires des désavantages de l'isolement volontaire dans lequel se complaisait bon nombre de communautés israélites qui se prévalent du titre d'orthodoxes. M. Dainow est maintenant à St-Petersbourg et nous trouvons dans la Voie les détails suivants sur son activité dans notre capitale.

M. Dainow a déjà donné deux conférences, dont l'une a eu lieu dans la synagogue des partisans stricts de la tradition et l'autre dans celle fréquentée par les israélites appartenant aux classes civilisées. L'orateur a obtenu un très grand succès. Plusieurs des fidèles de cette dernière synagogue ont accueilli d'abord le prédicateur avec un sourire sceptique, ne pouvant comprendre ce que M. Dainow pouvait leur dire de nouveau et de sensé dans la langue incorrecte (le jargon juif), dont il fait usage dans ses conférences, mais dès l'exorde tous les assistants se mirent à l'écouter avec le plus vif intérêt. Le brillant discours de M. Dainow fut plusieurs fois interrompu par des marques bruyantes d'assentiment et même par des bravos, quelque peu déplacés, il est vrai, dans l'enceinte où l'on se trouvait. M. Dainow s'est attaché à prouver l'urgence nécessaire d'une bonne éducation pour les israélites, en disant qu'il incombe aux plus notables de ses coreligionnaires de se mettre à la tête du mouvement qui tend à élever le niveau social des masses. A la fin de son discours, l'orateur a été chaleureusement félicité par beaucoup de ses auditeurs.

Bulletin de la variole à St-Petersbourg le 31 mars et le 1^{er} avril 1873 :

Malades au 31 mars	Sexe masc.	Sexe fem.	Total
Cas nouveaux	29	26	55
Guerisons	4	1	5
Décès	2	2	4
Il restait en traitement au 1 ^{er} avril	30	27	57
Cas nouveaux	2	2	4
Guerisons	2	2	4
Décès	1	1	2
Il restait en traitement au 2 avril	31	27	58
Total depuis l'apparition de la variole (du 1 ^{er} avril 1872 au 2 avril 1873) :			
Cas	3422	1965	5387
Guerisons	2290	1221	3511
Décès	1127	691	1818

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

NOUVELLES DE L'ÉTRÉRIER.

La presse de Paris s'occupe presque exclusivement de la question des élections. Les chances de M. de Rémusat et de M. Barodet sont pesées et repesées, et on arrive généralement à croire que c'est l'ancien maire de Lyon qui triomphera, d'autant plus que la mort de M. Morel, qui était député du Rhône, va entraver, dit-on, les résultats de la démarche faite par la gauche auprès de M. Thiers pour lui demander la convocation à bref délai des électeurs du Rhône, mesure qui devait, ainsi que nous l'expliquions hier, rendre inutile la candidature de M. Barodet à Paris. S'il faut en croire la Patrie, M. Thiers serait très-irrité contre les feuilles radicales de Paris qui soutiennent M. Barodet, et aurait déclaré à M. Buffet qu'il considérait leur conduite comme une menace contre la république conservatrice, menace d'autant plus injurieuse qu'elle se manifeste au lendemain du vote par lequel 140 millions d'indemnité ont été accordés aux Parisiens. Le Messager de Paris dit savoir de son côté que, dans sa prochaine réunion, la commission de permanence se proposerait d'interpeller le gouvernement sur l'organisation du comité d'études et du congrès radical, que l'on regarde comme la résurrection du fameux comité central. La commission voudrait savoir ce que le gouvernement entend faire, tout en respectant la liberté électorale, contre des manœuvres qui n'ont pour but que de confisquer la liberté des électeurs au profit des chefs avoués de la démagogie. Il paraît néanmoins que le comité d'études ne s'agit pas de la guerre de l'orange qui le menace, car la République française nous apporte le texte d'une nouvelle circulaire émanant de cette institution et invitant les comités électoraux à lui envoyer des délégués pour s'entendre sur le candidat à choisir et sur le mandat à lui imposer. Cette fois-ci, tout comme la première, le document en question ne porte aucune signature.

Les nouvelles de la ville de Puyceda, en Espagne, sont très-bonnes; ses habitants ont réussi, avant l'arrivée des renforts qui leur étaient envoyés, à repousser les carlistes qui les menaçaient, et à leur faire subir des pertes sensibles. Ce succès ne saurait manquer d'exercer un effet moral d'une certaine portée. Ce sera, si la nouvelle se confirme, la victoire la plus notable que les troupes républicaines aient remportée depuis longtemps, et s'il est vrai que le nouveau commandant de l'armée de Catalogne soit parvenu à rétablir la discipline dans l'armée, et si, en outre, il agit avec la fermeté qu'il a promise dans sa proclamation aux Catalans, on peut croire que ce premier triomphe des troupes du gouvernement provisoire sera suivi d'autres succès encore.

Tous les journaux de Berlin reproduisent un petit entrelien du Deutsche Wochenblatt qui, dans sa forme laconique, contient une importante nouvelle. Il est conçu comme suit :

« Aussitôt après les vacances de Pâques, le comte de Münster déposera sur le bureau de la Chambre des Seigneurs une motion invitant le gouvernement à présenter, en même temps que les projets de loi sur l'organisation administrative des provinces, des propositions concernant la réforme de la Chambre des Seigneurs. »

La réforme de la Chambre des Seigneurs ! C'est ce que la presse libérale réclame d'une voix unanime. La Deutsche Wochenblatt joint fréquemment du privilège des communications officielles et le comte de Münster est un des principaux leaders des nouveaux-conservateurs au sein de la Chambre haute, qui sont complètement ralliés à la politique du gouvernement.

Le télégraphe nous a annoncé que M. Lauth, bourgmestre de Strasbourg, a été destitué le 12 avril pour avoir déclaré au premier président de l'Alsace-Lorraine, ainsi qu'au président du district de la Basse-Alsace, qu'il était resté dans le pays uniquement parce qu'il attendait le retour de la domination française.

L'Elsassische Correspondenz dit à ce sujet que cette sortie de M. Lauth aurait pu se comprendre si le bourgmestre de Strasbourg avait eu l'intention de donner lui-même sa démission, mais que, loin de là, il avait déclaré ne pas vouloir abandonner le poste dont la municipalité de Strasbourg l'avait investi. Cette manière de présenter les choses, ajoute la Correspondenz, n'était pas admissible, car la bourgeoisie de Strasbourg n'écrit que le conseil municipal, tandis que le bourgmestre est nommé par l'empereur. M. Lauth était, par conséquent, l'homme de confiance du gouvernement impérial et cette confiance devait lui être retirée du moment qu'il la démentait d'une manière si ostensible.

DÉPÊCHES TELEGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Rome, lundi 14 avril.

Le pape a passé hier deux heures hors du lit et a reçu quelques prélats. Sa guérison fait des progrès, mais la sciaticque persiste toujours.

On dit que les négociations entre le gouvernement italien et M. le secrétaire-général Ozanne, au sujet du traité de commerce avec la France, ne seront reprises qu'en octobre.

Autre dépêche.

Paris, lundi 14 avril, au soir.

La profession de foi de M. de Rémusat, comme candidat républicain modéré, dans le sens de la politique du message de M. Thiers, produit une impression favorable.

Une circulaire du prince Napoléon, adressée en sa qualité de conseiller général, à ses électeurs de la Corse, rappelle le vote de la Chambre, les sentiments du pays ainsi que le rôle politique des Napoléons, et se termine en faisant appel au suffrage universel.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

La Kölnische Zeitung du 12 avril consacre un grand article à la question de la régence du Brunswick. La feuille rhénane analyse et commente longuement le projet de loi conforme, qui est suffisamment connu de nos lecteurs, et elle arrive à la conclusion, — toute naturelle, d'ailleurs, — que « le successeur par droit d'hérédité » dont parle le projet, est bien le prince Ernest-Auguste, autrefois prince royal de Hanovre.

Après avoir exposé combien l'idée de placer une restauration guelfe sous le patronage de l'empereur d'Allemagne est étrange par elle-même, la Kölnische Zeitung s'exprime textuellement comme suit :

« Vu la situation du Hanovre, il nous paraît absolument inadmissible que l'on songe à créer à Brunswick une cour guelfe, destinée à devenir le centre de toutes sortes de menées et d'agitations. Et l'on supposerait l'empereur d'Allemagne tout prêt à jeter lui-même le brandon dans ce toit de chaume ? »

On objecte la légitimité, le droit d'hérédité ! Si le roi de Hanovre, dit-on, a fait la guerre à la Prusse et a été dépossédé, il n'en conserve pas moins ses droits à la succession du Brunswick. Nous le nions formellement. Le Hanovre et le Brunswick, la branche cadette et la branche aînée de la maison des guelfes, ont conclu une convention de famille d'après laquelle, en cas d'extinction d'une des branches, ses droits passeraient à l'autre et les deux pays se trouveraient de nouveau sous la même dynastie. Si le roi George était encore roi de Hanovre, il aurait ainsi incontestablement des droits sur le Brunswick. Mais il n'est plus roi de Hanovre et, par conséquent, ni lui, ni son fils ne peuvent régner sur le Brunswick. Donc, si la famille de Brunswick vient à s'éteindre, le duché doit partager le sort de l'ancien royaume et revenir au roi actuel du Hanovre, c'est-à-dire à l'empereur Guillaume.

Par le raisonnement sera lettre close pour une foule de gens, mais nous tiendrons cependant à rappeler aux partisans quand même de la légitimité la plus stricte que le duc régnant Guillaume de Brunswick n'est nullement le

souverain légitime du pays, mais bien son frère Charles, qui a été écarté parce que comme homme et comme prince il ne pouvait point régner d'une manière compatible avec la prospérité du pays.

« L'avenir du duché de Brunswick et du pays de Hanovre, voire même de l'Allemagne entière, exige péremptoirement que l'on s'abstienne d'installer à Brunswick un petit trône guelfe pour satisfaire un simple caprice légitimiste. Nous n'en voulons point au peuple brunswickois pour le projet de régence que ses représentants viennent de voter. Il désire que sa capitale continue à être la résidence d'un prince allemand. Il n'aurait cependant qu'à jeter un coup d'œil sur les villes de Hanovre et de Cassel pour voir ce qu'elles ont gagné depuis 1866 à appartenir, avec leur autonomie municipale, à un grand Etat. »

« ... L'arrangement projeté est d'ailleurs si compliqué qu'il devra échouer devant le bon sens de la nation allemande, et quant à nous, nous plus vif désir est de voir se réaliser le vœu primitif de la Diète du Brunswick, c'est-à-dire que l'empereur d'Allemagne lui-même soit investi de la régence du duché. »

Il est probable que la commission du Parlement de l'empire qui s'occupe depuis longtemps de rechercher un emplacement convenable pour la construction d'un palais du Parlement, se prononcera en faveur du jardin Kroll, bien connu de tous ceux qui ont visité Berlin. On se rappelle qu'on avait l'intention d'abord d'acheter l'hôtel Raczinsky et quelques immeubles voisins pour les démolir et élever à leur place le palais du Parlement,

composée de représentants de la Porte et de l'Autriche-Hongrie, ainsi que la commission européenne du Danube, devraient se réunir sous peu à Orsova, pour examiner les projets de régularisation du cours du Danube aux « Portes de fer ».

— A en croire la *Deutsche Zeitung*, tous les évènements bohémes auraient adressé une pétition au comte Andrássy, pour réclamer la protection en faveur des généraux romains.

— Les dernières nouvelles qui nous arrivent de Wiener-Neustadt sur la grève des forgerons de la fabrique Siegel constatent que la direction aussi bien que les ouvriers grévistes refusent toute négociation. Un grand nombre de forgerons ont déclaré que ce n'était que par crainte du « terrorisme » qu'ils ne reprenaient pas le travail. On a requis la troupe. Une assemblée d'ouvriers convoquée pour le 13 avril a été interdite. Le conseil municipal s'est déclaré en permanence.

NOUVELLES DE L'EXPOSITION. — Voici quelques détails sur les solennités de l'ouverture de l'exposition : Les fêtes auront lieu dans la rotonde du palais de l'industrie, où l'on construit déjà des estrades pour les assistants. De même qu'à Paris en 1867, on commencera par un service divin, dont, on l'espère du moins, le cardinal Rauscher voudra bien se charger. M. de Schwarz adressera ensuite aux assistants une allocution à laquelle l'empereur répondra en déclarant l'exposition ouverte. Il paraît que les archiducs Charles-Louis et Régner prononceront, eux aussi, des allocutions, le premier en qualité de protecteur de l'exposition, le second à titre de président de la commission impériale. Les chanteurs du Grand-Opéra exécuteront un *Te Deum*. Les commissaires étrangers seront présents à Sa Majesté, et l'assistance visitera après cela le palais de l'industrie.

Le prix d'entrée, pour le jour de l'ouverture, a été définitivement fixé à 25 florins. Les exposants ont droit à des places gratuites qui leur seront réservées pour les solennités de l'inauguration.

France.

La première application, insuffisante à son avis, de la loi sur le volontariat d'un an, inspire au *Temps* l'article suivant :

Nous croyons prématurés les jugements que plusieurs journaux essaient déjà de porter sur la façon dont fonctionne le volontariat d'un an. Nous avons nous-mêmes entre les mains un certain nombre de communications, qui nous rendent compte de l'impression produite dans les corps par l'arrivée des jeunes gens fournis par l'engagement conditionnel, et nous ne trouvons dans ces renseignements, quelque peu variables d'ailleurs, rien qui ne fût aisée de présumer à l'avance. Dans tel régiment, l'esprit est enflammé des volontaires, de leur bon esprit, de la direction à la fois intelligente et sévère qui leur est donnée, et de l'accueil qui leur est fait par leurs camarades ; ceux-ci, nous l'écrivons, comprennent bien que la supériorité d'instruction, et le travail sans relâche auxquels les nouveaux venus sont soumis, justifient le privilège de ne passer qu'un temps très court sous les drapeaux. Dans le régiment voisin, c'est le contraire : les volontaires se présentent comme des écoliers qui ont un stage à subir et qui ne songent qu'à en venir à bout le plus commodément possible, sans préjudice de l'idée très arrêtée qu'ils apportent de ne plus avoir à repartir, leur année finie, de l'armée territoriale ; certains colonels autorisent, en quelque sorte, ces prétentions par les ménagements du programme imposé par eux à ces jeunes gens ; les uns ferment les yeux sur les chagrins en ville et sur des habitudes qui tendraient à faire passer la caserne et le service à l'état d'accessoire ; d'autres accordent trop libéralement les permissions ; il y a telle ville dans un rayon de trente lieues de Paris qui voit s'enlever chaque dimanche une bande de volontaires parisiens ; on ouïe sans cesse des régiments de cavalerie parmi ceux où la différence de traitement entre les soldats des deux catégories est la plus tranchée, et l'on conçoit que, sur ce pied, la bonne harmonie laisse au fond chaque chose à désirer.

Il ne faut pas, nous le répétons, relever avec trop de rigueur, ni non plus avec trop d'illusions, ces résultats de la première heure, qui dépendent absolument, du reste, du système adopté par chacun des chefs de corps, et qui dépendront finalement, pour toute l'armée, du choix que le gouvernement saura faire ensuite entre ces divers systèmes. La valeur morale de l'institution sera ce que l'ordre militaire supérieure voudra qu'elle soit ; car si nos mœurs se prêtent, avant tout, à la manie de la classification et des privilèges, il est vrai de dire aussi que le caractère français accepte plus docilement, plus allègrement qu'aucun autre, un régime d'égalité. De plus, ce régime intérieur, dont il s'agit ici, n'est qu'une affaire de réglementation qui ne subira jamais beaucoup l'influence des précédents. A supposer que le traitement appliqué aux volontaires pendant leur année de service soit mal conçu, rien n'empêchera de le modifier du jour au lendemain, si le volontariat subsiste. Il suffira d'un ministre qui ouvre les yeux sur l'erreur de son prédécesseur. Le temps et le contrôle de l'opinion feront le reste. Il n'y a donc pas, tout en suivant avec attention ces essais, à prendre avec trop vite des premières apparences pour tomber dans l'enthousiasme ou le découragement.

Le genre d'instruction dispensé à ces jeunes gens soulève des questions plus importantes. Si nous en croyons nos informations, il est à craindre que l'enseignement théorique n'absorbe le plus clair de leur temps. C'est quelque chose que de travailler cette tendance, ni s'imaginer que la pratique d'un métier, du métier militaire surtout, puisse se réduire à un exercice de mémoire ou même à un apprentissage manuel. Connaître son arme et les divers règlements ne suffit pas à la vulgarisation de cette science ne suffit pas à nos yeux le but que nous devons avoir en vue en adoptant le service obligatoire. Il faut aussi, nous ne cessons de le redire, que les jeunes gens des diverses classes sociales apprennent à se connaître entre eux, et c'est ce qu'on ne peut pas espérer si les volontaires d'un an se contentent de côtoyer l'armée et la vie militaire sans y pénétrer véritablement. Puis-est-il bien certain que leur instruction technique soit complète si on ne leur fait pas joindre rigoureusement l'application à la théorie ? Nos correspondants nous écrivent cependant qu'en dehors des exercices proprement dits, les volontaires ne font que peu ou point de service. Si l'on pense suppléer à cette pratique par des exercices, c'est une grande erreur. Le premier enseignement en deux heures ce que c'est qu'un poste et ce qui s'y passe dans telle ou telle circonstance ; mais le même individu, placé en sentinelle, se trompera probablement plus d'une fois sur ce qu'il sera capable de résister si bien.

L'institution du volontariat est bonne en elle-même, nous l'avons pourtant combattue et nous la combattons encore pour deux raisons. La première, c'est que nous estimons qu'on peut en passer, en France surtout, et que c'est en s'en passant qu'on tirera du principe obligatoire inauguré par la Prusse tout ce qu'il est susceptible de rendre. Nous soutenons toujours que, quand la Prusse ne met que trois ans à former un soldat d'infanterie, nous n'avons pas besoin de demander davantage, et que nous pouvons même demander moins. Nous soutenons aussi qu'en fixant d'une manière générale à trois ans le temps de service pour les hommes les moins capables, on peut le porter à dix-huit mois ou deux ans pour ceux qui le seront le plus, et que, dans ces conditions, acceptables pour tout le monde, il n'y a pas de motif de recourir au volontariat.

Notre seconde raison est d'une nature plus immédiate. Elle consiste en ceci, que nous sommes en garde contre la manière dont le gouvernement appliquera le volontariat, et cette défiance n'est que trop justifiée par les dispositions dont il a fait preuve lors de la discussion du recrutement, ainsi que par la supériorité donnée au caractère fiscal sur le caractère scientifique dans les conditions d'admission. Après ce triage essentiellement favorable aux jeunes gens doués de fortune, il ne lui manquait plus que de les réunir à l'intérieur des régiments en une sorte de pensionnat subsistant parallèlement à la famille militaire, mais sans s'y mêler. Catégorie privilégiée au paravant, catégorie pendant, et catégorie encore au delà par le passage dans la réserve ou dans l'armée territoriale. Que resterait-il alors des bonnes intentions de ceux qui ont cru à l'institution ?

Il est donc essentiel de veiller, de très-près l'essai qui a lieu en ce moment et d'en observer les effets, non pas tant par égard au sujet du traitement intérieur imposé ou permis aux nouveaux venus, qu'en ce qui concerne leur service militaire proprement dit. Le fait d'être caserné et quelquefois nourri à part n'est pas indifférent, mais peut être modifié par la vertu d'une simple circulaire. Celui qui ne touche à la profession que superficiellement, comme on le fait à l'école de Saint-Cyr, par exemple, est plus important, parce qu'une fois le précédent établi, ce sera un système créé sur lequel on aura de la peine à revenir. En un mot, sortira-t-il du volontariat des écoliers ou des soldats ? Voilà la question. Nous aurons à nous en occuper encore, et nous continuerons de recevoir avec gratitude les renseignements qu'on voudra bien nous communiquer.

Il devient de plus en plus probable, dit la *Liberté*, que le président de la république se rendra à l'ouverture de l'exposition de Vienne. On parle même d'une entrevue projetée à cette occasion entre M. Thiers et M. de Bismarck. Pendant l'absence du président de la république, l'intérim du gouvernement serait confié à M. Dufaure, vice-président du conseil.

Le ministre des finances actuellement en caisse la somme de quatre cents millions sur le dernier milliard à payer au gouvernement allemand. (Liberté.)

On lit dans le *Mémorial Diplomatique* : « M. le vicomte de Gontaut-Biron, ambassadeur de France à Berlin, vient d'arriver à Paris, en vertu d'un court congé. »

Si nous sommes bien renseignés, l'ambassadeur apportera au gouvernement de Versailles les derniers aperçus du cabinet allemand sur l'évacuation du territoire français. Les communications dont M. de Gontaut-Biron est chargé contiennent à l'égard de l'Allemagne des sentiments de bon voisinage qui depuis quelque temps prévalent à la cour de Prusse à l'égard de la France.

Voici le texte de la loi relative à l'organisation municipale de Lyon votée le 4 avril 1871. A partir de la promulgation de la présente loi, et jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'Assemblée Nationale, conformément aux articles 8 et 18 de la loi du 14 avril 1871, sur l'organisation des municipalités, la ville de Lyon sera administrée comme la ville de Paris.

Le préfet du département du Rhône aura, pour la ville de Lyon, les attributions et y exercera les fonctions qui appartiennent au préfet de la Seine et au préfet de police pour la ville de Paris.

Art. 2. Il y a un maire et deux adjoints pour chacun des six arrondissements municipaux de la ville de Lyon. Ils sont choisis par le président de la république. Ils sont chargés de la tenue des registres de l'état civil et ont les mêmes attributions que celles expressément conférées par des lois spéciales aux maires et adjoints de la ville de Paris.

L'article 17 de la loi du 14 avril 1871 leur est applicable.

Art. 3. Les articles 12, 13 et 14 de la loi du 14 avril 1871, relatifs au conseil municipal de Paris, sont également applicables au conseil municipal de Lyon.

Art. 4. Les fonctions de maires, d'adjoints et conseillers municipaux sont essentiellement gratuites.

Art. 5. Les actes inscrits sur les registres de l'état civil de Lyon, depuis le 4 septembre 1870 jusqu'au jour de la mise à exécution de la présente loi, ne pourront être annulés à raison du seul défaut de qualité des personnes qui les ont reçus, pourvu que ces personnes aient eu, à ce moment l'exercice public des fonctions municipales ou de celles d'officier de l'état civil.

Art. 6. Au jour de sa première réunion, le conseil municipal de Lyon élira son bureau, conformément à l'article 3 de la présente loi.

Art. 7. Lorsqu'il y aura lieu de procéder au renouvellement du conseil municipal, la ville de Lyon sera divisée par les élections municipales en trente-six sections nommant chacune un scrutin individuel et à la majorité absolue un membre du conseil municipal.

Le tableau des sections sera arrêté par un décret délibéré en conseil d'Etat et ne pourra être modifié que dans la même forme.

La République française publie ce qui suit : « Le Comité d'études du congrès républicain radical de la Seine rappelle aux comités républicains radicaux d'arrondissement, qui n'ont pas encore nommé leurs délégués, de procéder le plus tôt possible à cette élection et de les faire connaître au siège du comité, rue Coq-Héron, 5 (deuxième étage au-dessus de l'entresol).

Toutes les mesures sont prises pour convoquer immédiatement le congrès destiné à ratifier le choix des électeurs.

Le Comité d'études se tient, pour tous renseignements, à la disposition des électeurs républicains, chaque jour, de deux à six heures, et de huit à dix heures du soir.

Le Comité d'études rappelle également aux comités d'arrondissement et à tous les électeurs républicains qu'il est important de réunir des souscriptions pour couvrir les frais de l'élection.

Nous lisons dans le *Soleil*, sous la signature de M. Hervé, à propos de la candidature Barodet :

« La République française, qui a donné son adhésion à cette candidature, a eu évidemment la main forcée. Quel que puisse être l'aveuglement de M. Gambetta et de ses amis, ils ne sont pas assez insensés pour préférer la candidature de M. Barodet à celle de M. de Rémusat. Ils savent bien qu'on leur fait faire là une véritable folie ; mais ils sont d'un parti qui impose des folies à ses chefs.

C'est ce qui fait que, quand même ils le voudraient, ils ne pourront jamais devenir raisonnables. M. Gambetta vient de passer un an à essayer de discipliner son parti, et voici que, dans la première occasion un peu grave, son parti lui échappe, son parti l'entraîne. Ce n'est plus lui qui dirige, il est dirigé ou plutôt il est emporté. Ce sera bien autre chose aux élections générales. Ceux qui croient trouver dans le parti radical une certaine modération auront d'étranges mécomptes.

M. Gent vient de répondre à la lettre de MM. Chapet et de Rainville que nous avons publiée hier :

« Monsieur, « MM. de Rainville et de Chapet, témoins de M. de Sugny, ont cru devoir vous adresser directement une lettre qui cherche à justifier le refus de ce dernier de me rendre la réparation à laquelle je maintiens, avec MM. Edmond Adam et Laurent Pichat, mes témoins, que j'avais droit.

Je suis, si vous le permettez, le même mode de correspondance avec d'autant plus de raison que je n'ai et ne puis avoir en face de moi que M. de Sugny, qui est, à mon avis, le meilleur conseiller de son honneur, et que j'entends donc le laisser sous le coup de la double responsabilité qu'il a encourue d'abord en acceptant sciemment à son rapport une pièce indigne, et puis en s'abandonnant, prudemment, je l'ai dit et je le répète, derrière la commission pour refuser la satisfaction due au calomnieux par son fait et par sa volonté.

Mais, dit-on, M. de Sugny avait reçu un blanc-seing, un ordre même de la commission pour publier telle quelle la déposition spontanément offerte à la dernière heure.

Je ne veux pas, je ne puis pas me décider à croire possible qu'une commission d'enquête parlementaire, investie du pouvoir exorbitant déjà de statuer, comme un véritable tribunal d'instruction au moins, sur la considération et sur l'honneur d'une foule de citoyens, fussent-ils des collègues, ait osé prendre une résolution expresse, ayant pour effet d'abandonner aux mains d'un de ses membres une parcelle même de ce pouvoir exceptionnel, et de s'en remettre aveuglément à sa discrétion.

Mais s'il pouvait en être ainsi, est-ce qu'un blanc-seing n'aurait pas imposé à M. de Sugny des devoirs plus étroits de justice et de loyauté ? Est-ce que sa responsabilité personnelle ne s'accroît pas par l'abus bien autrement grave qu'il a commis en s'armant, contre des adversaires politiques, de la confiance absolue qui lui avait été si imprudemment donnée ?

Et si c'était été un mandat impératif, quel est l'homme consciencieux qui l'aurait accompli sans trouble et sans réserve ? Quel est le député loyal qui, voyant plusieurs de ses collègues indignement attaqués, dans leur probité même, par une dénonciation qui suit la passion, la haine et le mensonge, ne se serait pas senti pressé, pour satisfaire sa conscience, soit pour sauvegarder sa responsabilité, d'en référer à la commission, et de demander que ces collègues fussent entendus, au risque même de retarder de quelques semaines, comme la loyauté le commandait d'ailleurs, la publication de cet autre rapport d'une enquête non encore achevée ?

Non, nul autre n'aurait commis un acte pareil ; et je ne veux pour preuve que la déclaration à moi hautement faite par trois membres de la commission, que si les passages diffamatoires de ce factum avaient passé sous leurs yeux, jamais à un titre quelconque ils n'en auraient ordonné ou autorisé l'impression.

On le voit, c'est par ses collègues eux-mêmes que M. de Sugny est jugé.

Quant à la doctrine soulevée par la commission dans un intérêt que chacun a compris et qui tendrait à faire reconnaître à un enquêteur quelconque le droit de publier, avec un caractère à la fois officiel et omnipotent, des dénonciations diffamatoires contre des citoyens ou des collègues, sans les mettre à même de s'expliquer, de se défendre, et de confondre, comme je l'aurais fait — le calomnieux, je la repousse de toute mon énergie ; et je ne me donne que d'une chose, c'est qu'elle ait pu être une fois encore soutenue. C'est le renversement de toutes les règles de justice, de tous les droits de la défense, de tous les devoirs de la loyauté, et cela seul suffit à faire juger les enquêtes politiques.

Agrez mes bien cordiales salutations.

ALPH. GENT, Député de Vaucluse.

Le *Figaro* fait le portrait suivant de M. Pascal, le nouveau sous-secrétaire d'Etat de l'intérieur :

M. Pascal est un prédestiné, s'il faut en croire son petit nom : il s'appelle Ernest, ni plus ni moins que deux des ministres de l'intérieur qui l'ont précédé place Beauvan, MM. Pinard et Picard. Mais cette raison n'aurait pas suffi pour le désigner au choix du président de la république. D'autres raisons militaient en faveur de notre confrère. J'ai dit « notre confrère » parce que M. Pascal est un journaliste : il a fondé à Paris, sous l'empire, une feuille d'opposition orléaniste qui avait le droit de mettre en fureur le comte de Persigny. C'était le *Courrier du Dimanche* — Ganesco s'en souvient — et le *Courrier de Narbonne* en province.

On raconte, il y a peu de temps, devant M. Pascal, la façon intelligente dont M. de Cavour comprenait le rôle du gouvernement vis-à-vis de la presse. Des cinq heures du matin, dans le cabinet de l'illustre homme d'Etat, pénétraient un à un les journalistes étrangers de passage à Turin, les correspondants des grandes feuilles européennes, et enfin les rédacteurs des organes de publicité appartenant à tous les partis italiens. Là, sur une grande table carrée, qu'éclairaient deux lampes énormes, se trouvaient pile-mêlée les dépêches, brochures, papiers d'Etat, communications de toutes natures réservées à la presse. Jusqu'à l'heure des audiences et des travaux de ses différents ministères, M. de Cavour recevait ainsi et écoutait, du plus célèbre au plus humble, tous ceux qui avaient l'honneur de tenir une plume.

Le fondateur de l'unité italienne disait souvent : « Si on savait utiliser cette force-là, on remuerait le monde. »

Frappé de cette anecdote et de l'idée qu'elle contenait, M. Pascal, qui a l'oreille de M. Thiers, a eu l'occasion de s'en expliquer avec lui. Il est probable que maintenant on passera, au ministère, de la théorie à la pratique. Seulement, là-dessus, comme M. de Cavour, M. Pascal n'admet pas les intermédiaires, et il a raison. Tout journaliste, en lui faisant passer sa carte, sera reçu immédiatement, et on ne se doute pas des échanges de communications qui peuvent s'établir par un moyen si simple entre un personnage officiel et un écrivain indépendant.

Donc, nous devons nous réjouir de voir donner dans d'aussi bonnes conditions un collaborateur nouveau au ministre le plus apprécié de la droite. M. Pascal est l'ami particulier de M. Thiers, qui s'entretient volontiers avec lui et qui l'appellera à l'honneur de travailler dans son cabinet, pour donner aux affaires son impulsion personnelle et sa direction autoritaire. Les choses se passeront du moins sans que le titulaire du poste le plus considérable du conseil puisse en prendre l'ombrage.

Les opinions de M. Pascal n'ont pas sensiblement varié depuis deux ans, ou plutôt il n'a fait qu'une évolution sur lui-même, laquelle n'est pas beaucoup plus sensible que celle de son patron ; il l'explique lui-même ainsi, ces jours derniers, dans une lettre à un de ses amis :

« Je suis de ceux qui, dès le mois de février 1871, apportèrent leur concours à M. Thiers... Appartenant comme lui au grand parti de la monarchie constitutionnelle, nous partageons avec lui cette conviction que la république, dont nous n'avons ni désiré ni provoqué l'avènement, s'imposait comme la seule solution saine et pratique à ce pays si cruellement divisé... »

On le voit, M. Pascal est un conservateur libéral, rallié par la nécessité des temps à la formule républicaine, dans une nuance parfaitement modérée.

On lit dans le *Gaulois* : « Les journaux ont publié, il y a quelque temps, des détails assez rares sur une tentative d'évasion qui a eu lieu à Saint-Martin-de-Ré. Par un hasard, dont nous sommes fiers, nous n'avons pas eu connaissance de cette affaire étrange.

« Cependant un triple rapport vient d'être expédié aux ministères de la guerre, de la marine et de l'intérieur, et les termes en sont tels qu'il nous sommes bien informés, si nous sommes de permanence, disposés à interrompre le gouvernement dans sa prochaine séance.

« Quoi qu'il en soit, voici un résumé des faits : « On sait que M. Henri Rochefort se trouvait enfermé au fort Boyard, d'où il a été transféré à Saint-Martin-de-Ré sur les instances de M. Edmond Adam. Il importe de faire remarquer en passant que les évasions sont impossibles au fort Boyard, à cause d'un banc de vase, large d'un kilomètre environ, dont il est entouré, et dans lequel on serait infailliblement étouffé en tentant de s'échapper.

« Toutefois, il est à Saint-Martin-de-Ré le service de la prison est fait par des agents du ministère de l'intérieur, et que la surveillance militaire ne s'exerce qu'à l'extérieur du fort.

« Un jour, le factionnaire de service vit deux hommes qui s'approchaient de la muraille et semblaient engager une conversation avec des êtres invisibles. Il s'approcha d'eux, leur enjoignant de se retirer, et aperçut tout à coup un trou assez large pour que quatre hommes pussent passer de front.

« Le factionnaire ne perdit pas la tête ; il se mit en face de ce trou, qui s'enfonçait dans la muraille, et mença de faire feu sur le premier qui essaierait de sortir ; en même temps il criait au secours.

« Le poste accourut ; on commença, bien entendu, par boucher le trou, et quand on se fut assuré que personne ne pouvait plus s'échapper, on s'occupa de l'enquête, qui fut faite, ainsi que nous l'avons dit plus haut, au triple point de vue des trois ministères de la marine, de la guerre et de l'intérieur.

« Si les renseignements qui nous sont parvenus sont exacts, il résulterait de ces enquêtes que les quatre cents détenus qui se trouvent à Saint-Martin-de-Ré ont pris part au complot et que M. Henri Rochefort en était l'âme. Les prisonniers avaient percé deux murs de casemates et deux murs d'enceinte. Personne, depuis le directeur de la prison jusqu'au dernier des gardiens, n'aurait deviné ni soupçonné le moindre projet d'évasion, en dépit du temps exigé et du bruit nécessaire par l'exécution de semblables travaux, effectués par une telle masse d'individus.

« Le départ des quatre cents prisonniers devait avoir lieu quelques heures après le moment où le factionnaire découvrit le trou fait dans le dernier mur d'enceinte. Le poste chargé de la surveillance extérieure, composé d'hommes empruntés au 6^e de ligne, devait être désarmé. Des navires attendaient l'issue de l'évasion pour embarquer les quatre cents prisonniers et les transporter en Angleterre.

« Nous n'insistons pas davantage et ne déclinons qu'une chose : c'est que les demandes adressées par la commission de permanence à ce sujet au gouvernement prouvent qu'il n'y a eu qu'une coupable incurie de la part des gardiens civils chargés, du service de Saint-Martin-de-Ré.

« Paris-Journal annonce que M^{re} Prévost-Paradol, l'une des filles de feu Prévost-Paradol, va prendre le vol. La feuille parisienne rappelle qu'elle s'est convertie au catholicisme il y a environ un an. L'évêque d'Orléans lui a donné la confirmation il y a quelques jours.

« A la fin de l'audience du 10 avril consacrée à l'affaire des grands chefs arabes, M. Dubouzet réfute avec vivacité les explications fournies par M. Fourrier-Dincourt, officier d'ordonnance du général Lallemand ; il ne formellement avoir été prévenu des agissements insurrectionnels. — M. Fourrier-Dincourt réplique sur le même ton et dit que M. Dubouzet était trop préoccupé de sa sécurité personnelle pour s'occuper des affaires indigènes. — M. Dubouzet avoue que l'attitude des Européens l'inquiétait beaucoup et qu'il craignait de subir le sort du général Estéharzy ; mais, dit-il, bien que n'étant pas général, il a résisté bravement à l'ennemi.

Le président met fin à cet incident.

NECROLOGIE. — M. Saint-Marc Girardin est mort le 11 avril, à dix heures du matin, dans sa propriété de Morsang-sur-Seine, située à six kilomètres de Corbeil.

Il présidait encore la séance du 4 avril, dans laquelle M. Buffet a été élu président.

M. Saint-Marc Girardin avait quitté son hôtel de la rue Bonaparte le 9 mars ; il était très bien portant.

Le lendemain dans la soirée M. de Neuville, son beau-frère, qui habite le même hôtel, a reçu une dépêche lui annonçant qu'il était indisposé. Immédiatement, le fils de M. Saint-Marc Girardin, qui était à Paris, est allé retrouver son père, en compagnie de M. le docteur de Mucy.

Le 10, le docteur est revenu à Paris, ne conservant que peu d'espoir.

On voit que ses craintes étaient justifiées. M. Saint-Marc Girardin était né à Paris, le 12 février 1801.

Elu député pour la première fois en 1834 par le département de la Haute-Vienne, M. Saint-Marc Girardin représentait également ce département depuis les élections de février.

Marié en 1831, il se vit enlever sa femme par une catastrophe qui fit beaucoup de bruit : elle périt, avec une de ses sœurs, le 29 août 1835, dans une promenade sur l'eau à Morsang-sur-Seine, pendant l'absence de son mari. Celui-ci épousa plus tard une sœur de sa première femme, et son fils aîné périt également d'une façon tragique : il se noya dans l'Yères.

M. Saint-Marc Girardin avait un autre fils qui est actuellement sous-préfet à Corbeil, et une fille qui habitait avec lui, M^{lle} veuve Barbier.

Il avait été élu à l'Académie française en 1844, en remplacement de M. Camponon.

(Paris-Journal.)

M. Morel, député du Rhône, vient de mourir à Villefrance. Cette mort porte à deux les sièges vacants à l'Assemblée Nationale pour le département du Rhône, et à six, en comptant le siège laissé vacant par la mort de M. Saint-Marc Girardin, les députés à élire dans les départements non convoqués pour les élections du 27 avril.

Le général de L'Horme, grand-officier de la Légion d'Honneur, est décédé récemment, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Grande-Bretagne.

La presse anglaise s'occupe de l'abdication de Brigham Young, le chef des Mormons, qui, depuis vingt-sept ans a fait parler de lui. N'ayant reçu aucune espèce d'instruction, mais doué de beaucoup d'adresse et d'une rare audace, cet aventurier avait réussi à régner en despote sur une population qui s'est accrue peu à peu et qui a été évaluée en dernier lieu à cent mille personnes environ. C'est en 1846 qu'à la tête de quelques centaines de fanatiques chassés de l'Illinois et du Missouri, Brigham Young est allé se réfugier dans une contrée presque inconnue alors, bordée par le fleuve du Missouri et de hautes montagnes, où des années suivantes il a fondé la ville qu'il a rendue célèbre depuis. On sait qu'il y a régné comme roi et comme prêtre, et sa décision de se retirer dans la vie privée paraît devoir être attribuée au désir de s'affranchir de soins qui sont devenus trop fatigants pour son âge. Brigham Young partage, dit-on, entre lui, ses seize femmes et ses soixante enfants, son immense fortune, qui est estimée à quatre cent cinquante millions de francs. Le roi-prêtre a longuement exploité sa position en prélevant des droits sur le travail et les industries de son peuple ; c'est ainsi qu'il a été commerçant, extracteur de mines et constructeur de chemins de fer. Il est aujourd'hui âgé de soixante-douze ans. Son abdication fera probablement tomber la secte des Mormons, et délivrera le gouvernement américain d'une détestable population qu'il n'a tolérée pendant de longues années que parce qu'il n'avait pas le pouvoir de l'expulser.

On lit dans la *Perseverance*, de Milan, du 7 avril :

« Une bande de cinq malfaiteurs masqués, armés de pistolets et de couteaux, ont arrêté, la semaine dernière, la voiture de M. Mangiarotti sur la route de Voghera. M. Mangiarotti offrit aux assaillants un paquet contenant près de 2,000 francs ; mais l'un des malfaiteurs lui enjoignit de remettre le reste de la somme qu'il avait sur lui. Le malheureux dut s'exécuter, et leur remettre une autre somme de 13,000 francs et sa montre.

« Les voleurs le firent ensuite descendre de la voiture, dont ils s'emparèrent.

« M. Mangiarotti dut retourner chez lui à pied.

« Les carabiniers se sont mis à la recherche des voleurs ; mais, jusqu'à présent, ils n'ont trouvé que la voiture et le cheval, abandonnés sur la route près de Castelnuovo Scrivia. »

Belgique.

L'Etoile belge fournit les renseignements que voici sur une association internationale de voleurs qui vient d'être découverte à Bruxelles et dont plusieurs membres ont été arrêtés :

« Falkenstein avait l'habitude, chaque fois qu'il venait à Bruxelles, de fréquenter un café qu'il tenait par M. Weyers, rue de la Foirche. Il était fini par savoir que ce dernier possédait quelque argent ; il résolut, dès lors, de le lui enlever. Pour atteindre son but, il s'y prit de la manière suivante. Il entra un matin dans le café de M. Weyers et invita à prendre un peu de vin. On en but un deuxième, puis plusieurs autres, et enfin les deux amis virent une bouteille de champagne.

« Tandis que Falkenstein amusait ainsi Weyers, deux de ses associés pénétraient dans la maison, monnaie à l'étranger, fracturaient le secrétaire et enlevaient toutes les valeurs qu'il renfermait. Les deux filous ayant terminé leur besogne, un troisième entra dans le café et payait sa consommation au moyen d'un billet de banque. Weyers monta à sa chambre et constata qu'il avait été victime d'un vol ; il en fit part tout aussitôt à Falkenstein, qui exprima la plus vive indignation, et fit planer les soupçons sur les personnes occupant les appartements. L'accompagna Weyers pour faire la déclaration au commissaire de police, à qui il raconta tout ce qui s'était passé pendant la nuit.

« Le lendemain, il retrouvait ses complices et partageait avec eux le fruit du vol.

« A côté de Falkenstein, la première place revient, paraît-il, à Hangerbaum. Celui-ci est Prussien et, entre autres spécialités, avait celle d'écouler le produit des vols. C'est un homme de 25 à 30 ans, de forte taille, à la figure ascétique et énergique. Il habite rue d'Opheim, 4, où il exerce la profession de chiffonnier. Il est marié et père de deux enfants. Sa maison est d'apparence misérable, mais bien plus misérable encore est l'intérieur, en apparence du moins. Il y règne un désordre dont rien ne saurait donner une idée. Le rez-de-chaussée se compose d'un vestibule encombré d'objets de toutes sortes apportés là par les chiffonniers qui venaient de terminer leur tournée.

« La famille se tient dans une pièce éclairée par une seule fenêtre donnant sur la rue et où l'on voit réunis les objets les plus disparates, les plus étranges. Derrière cette place est le tron aux os. Puis une petite cour donne accès à une écurie. Dans cette maison où un homme passe avec grand-peine il y a une écurie occupée par un magnifique cheval, gris pommelé, propriété d'Hangerbaum, qui s'en sert pour transporter ses chiffons.

« L'étage est, si possible, plus sordide encore. Les murs sont lézardés de haut en bas ; les fenêtres dépourvues de carreaux laissent aux courants d'air pleine et entière liberté. Mais à l'étage un escalier conduit dans la maison voisine, où sont situés les magasins d'Hangerbaum. Trois immenses places sont encombrées de chiffons que manipulent plusieurs ouvriers.

« Hangerbaum, lorsqu'on procède à son arrestation, était encore au lit. Près de lui, sur une table de nuit, se trouvait une sacoche de voyage dans laquelle était renfermé un revolver chargé. Parmi les choses saisies figurent sept titres de propriétés qu'il possède à Louvain.

« Comme il arrive souvent, depuis que la justice est saisie de cette affaire elle a été mise sur la trace de bien d'autres crimes et sur des complices autres que ceux qu'elle avait en vue. Depuis que nous avons parlé pour la première fois de cette affaire, il s'est fait chaque jour d'autres arrestations. Aujourd'hui plus de trente individus se trouvent sous les verrous.

Suisse.

Le comité central des associations de catholiques libéraux a résolu de convoquer une assemblée générale des vieux-catholiques de la Suisse romande pour discuter la question de la création d'un évêché national suisse.

Espagne.

Voici un des passages de la proclamation adressée à la population de la Catalogne par le nouveau capitaine-général de cette province, le général Velarde :

« Mon premier devoir est de rétablir la discipline de l'armée, ce qui aura lieu sous

Ayuntamiento de Madrid

